

Macédoine et Grèce tout près de régler leur querelle du nom

BALKANS L'enjeu est d'importance : Skopje pourrait très rapidement devenir le 30^e État membre de l'Otan, puis adhérer à l'UE

L'affaire, aussi étonnante que déroutante pour l'observateur extérieur, n'en est pas moins d'importance. La résolution de la vieille querelle gréco-macédonienne sur le nom de l'ex-république yougoslave devrait, à terme, lui ouvrir les portes de l'Union européenne et, dans l'immédiat, celles de l'Otan - une perspective que Moscou, déjà échaudé par l'adhésion du Monténégro à l'Alliance il y a un an, dénonce au nom des « traditionnelles bonnes relations entre les deux pays ».

Or les signaux se multiplient ces dernières heures : un dénouement est proche. « Nous entrons dans la phase finale du processus », témoigne à Bruxelles le ministre macédonien des Affaires étrangères Nikola Dimitrov. Les Premiers ministres grec Tsipras et macédonien Zaev auront un échange téléphonique « mercredi ou jeudi » pour « prendre des décisions politiques » et finaliser un accord, selon Dimitrov.

Une « sérieuse tentative » de résoudre la dispute, dit le ministre, a déjà eu lieu en marge du sommet de Sofia, le 17 mai, entre l'UE et les six pays des Balkans occidentaux, dont la Macédoine. La Grèce lui dispute cette dénomination depuis 27 ans : depuis son indépendance. Provisoirement, le pays a été admis à l'ONU sous le nom barbare de « Ancienne république yougoslave de Macédoine » (Arym). Athènes affirme que le nom de Macédoine correspond à une partie de son territoire et, surtout, à l'histoire et

l'identité hellénique. A Sofia, Tsipras et Zaev avaient fait état de progrès.

Ces efforts se sont poursuivis dimanche soir à Bruxelles entre le ministre Dimitrov et son homologue grec et « maintenant ami » Nikos Kotzias, à la veille d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE. Des textes sur un « canevas » feraient l'objet d'un toilettage juridique à Skopje. Nikola Dimitrov, qui s'exprimait mardi lors d'une conférence organisée par le think tank European Policy Center, reste cependant avare de « détails » - pour ne pas mettre en péril cette dernière ligne droite.

L'affaire pourrait paraître folklorique. « Ce n'est peut-être pas très rationnel et c'est pour cela que résoudre ce conflit est très difficile. Il renvoie à l'identité, à l'âme », convient Dimitrov. Mais la querelle inquiète, car elle renvoie aux démons du nationalisme dans les Balkans. Y compris en Grèce, où plusieurs mani-

festations ont rassemblé cette année des dizaines de milliers de militants des partis d'opposition, d'extrémistes, de membres de l'Église orthodoxe, opposés à un accord.

« Nous entrons dans la phase finale du processus » NIKOLA DIMITROV
MINISTRE MACÉDONIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Ces tentatives ont été résolument relancées en début d'année, après l'arrivée au pouvoir, l'été dernier, du « pro-européen » et réformateur Zaev. Et en Grèce, Tsipras se verrait bien se présenter aux

élections de l'an prochain, auréolé d'un accord acceptable pour tous. « La motivation est plus importante pour nous, mais c'est nous qui devons faire le plus de changements », indique Dimitrov - et vraisemblablement faire une croix sur le nom de Macédoine pour opter, selon les conjectures, pour « Haute Macédoine », « Macédoine du Nord » ou encore « Nouvelle-Macédoine ».

La motivation est en effet importante.

Car la querelle du nom entraîne depuis des années le veto d'Athènes à l'ouverture de négociations d'adhésion de la Macédoine à l'UE, que la Commission recommande depuis 2009 et sur laquelle les États membres devront se pencher en juin. Même topo à l'Otan.

La question résolue, le sommet de l'Otan en juillet, pourrait immédiatement adresser à Skopje une invitation à rejoindre les rangs de l'Alliance : le pays est prêt, selon l'Otan, n'était cette querelle. Pour l'UE, un accord entre Athènes et Skopje est aussi crucial. Mais ce ne sera peut-être pas suffisant : il faut l'unanimité pour ouvrir ces longues négociations. Or le président Macron (notamment) a fait savoir qu'il ne saurait être question de nouvel élargissement de l'UE tant que l'Union elle-même n'est pas réformée. « Consolider l'UE et consolider les Balkans n'est pas contradictoire », réplique Dimitrov. Le coût d'un non-engagement sera plus élevé que la bonne décision au bon moment. ■

PHILIPPE REGNIER